

Rapport 2025 de la Commission concernant la Serbie

2025/2255(INI) - 08/07/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 468 voix pour, 116 contre et 79 abstentions, une résolution sur le rapport 2025 de la Commission concernant la Serbie.

Engagement en faveur de l'adhésion à l'Union européenne

Le Parlement rappelle que les progrès sur la voie de l'adhésion à l'Union - un processus véritablement fondé sur le mérite - sont subordonnés au plein respect des valeurs de l'Union et à l'adhésion à la démocratie, à l'état de droit et aux droits fondamentaux. Il est question non seulement d'adopter des réformes, mais aussi de les mettre en œuvre de manière rigoureuse et intégrale, étant donné que **le fossé persistant entre l'alignement législatif et la mise en œuvre effective** continue de compromettre les progrès de la Serbie.

Les députés rappellent l'engagement déclaré de la Serbie selon lequel l'adhésion à l'Union est son objectif stratégique, mais constatent que, souvent, ces engagements déclarés ne se sont pas traduits dans les faits. Une **clarification de la trajectoire européenne** de la Serbie est nécessaire. La Serbie est invitée à démontrer de manière concrète son engagement durable en faveur des valeurs et des normes de l'Union et à respecter systématiquement son engagement en faveur de l'adhésion à l'Union.

Progrès limités

Les députés déplorent que la Serbie n'ait réalisé que des progrès limités, voire aucun, dans le respect des critères de référence en vue de l'adhésion dans de nombreux chapitres de négociation. Ils réaffirment que les négociations d'adhésion de la Serbie à l'Union ne devraient progresser que lorsque la Serbie s'alignera sur les sanctions de l'Union contre la Russie et en fonction de **progrès mesurables et durables dans le groupe de chapitres «Fondamentaux»**, en particulier en ce qui concerne l'état de droit, les élections libres et régulières, la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la liberté des médias, la réforme de l'administration publique et le fonctionnement des institutions démocratiques.

La Commission est invitée à appliquer strictement le principe de la «priorité aux fondamentaux» et de tenir compte de tout recul significatif dans le rythme et l'intensité du **soutien financier** apporté dans le cadre des instruments de préadhésion.

Liens avec la Russie et la Chine

Le Parlement réaffirme que la Serbie doit **démontrer clairement et systématiquement** son orientation géopolitique vers l'Union, notamment en s'alignant pleinement sur la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, en particulier sur les mesures restrictives prises par l'Union dans le contexte de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Déplorant à cet égard que la Serbie continue d'entretenir des liens étroits et d'approfondir son partenariat avec la Russie, les députés demandent aux autorités serbes de mettre fin aux messages et aux actions publics qui sont contraires aux positions clés de l'Union en matière de politique étrangère et de sécurité.

Les députés sont profondément préoccupés par les investissements de la Russie et de la Chine en Serbie et par leur influence croissante sur les processus politiques et économiques dans la région. Ils s'inquiètent

également du renforcement continu des capacités militaires de la Serbie, associé à une rhétorique de plus en plus hostile à l'égard des pays voisins et du renforcement de la coopération de la Serbie avec la Chine en matière de sécurité et de défense.

Lutte contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères

Le Parlement demande une nouvelle fois à la Serbie de réaliser des progrès crédibles et de redoubler d'efforts pour lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères et nationales, y compris la désinformation et les discours anti-Union et anti-occidentaux. Les députés soulignent le faible soutien du public à l'adhésion à l'UE en Serbie, motivé par un **discours anti-européen de longue date**, manipulateur et diffusé par les médias contrôlés par le gouvernement, ainsi que par certains hauts fonctionnaires serbes et membres du parti au pouvoir, y compris au plus haut niveau. Ils invitent l'UE à renforcer la coopération avec les organisations non gouvernementales serbes afin de renforcer la résilience démocratique et de lutter contre les menaces hybrides.

Démocratie, état de droit, droits de l'homme

Le Parlement se déclare préoccupé par **l'aggravation de la crise politique** en Serbie dans le contexte des manifestations de masse qui ont lieu dans tout le pays depuis novembre 2024. Il constate avec inquiétude que la Serbie a enregistré son plus mauvais score en deux décennies dans l'indice de perception de la **corruption** 2025 de Transparency International. Les enquêtes liées à l'effondrement de l'auvent de la gare ferroviaire de **Novi Sad** en 2024 n'ont enregistré aucune avancée significative. Les députés estiment que le meilleur moyen de résoudre la crise politique en Serbie est d'organiser **des élections véritablement libres et régulières**.

Les députés dénoncent le fait qu'au cours de l'année écoulée, des manifestants pacifiques, des étudiants, des militants et des journalistes ont fait l'objet d'un large éventail de mesures répressives. Il demande des enquêtes urgentes, impartiales et transparentes sur toutes les allégations de recours inutile et disproportionné à la force et de surveillance illégale à l'encontre des manifestants.

Le Parlement se déclare profondément préoccupé par la recrudescence des attaques verbales, des campagnes de dénigrement et des pressions à l'encontre des organisations de la société civile qui défendent l'état de droit, ainsi que par la création d'un **environnement hostile aux médias indépendants et aux journalistes individuels**. Il constate avec inquiétude que l'autorité serbe de régulation des médias électroniques (REM) n'est toujours pas en mesure de fonctionner efficacement.

La Serbie est invitée à garantir le **respect des droits de toutes les minorités nationales** dans la pratique et à faire preuve d'un engagement sincère en faveur de la résolution des questions en suspens, y compris l'accès à l'enseignement, à l'information, à un espace médiatique spécifique, au financement, aux installations et aux services religieux dans les langues minoritaires, ainsi qu'à une représentation pleine et entière à tous les niveaux de gouvernement.

Relations de bon voisinage

Le Parlement rappelle que la normalisation des relations avec le **Kosovo** et la mise en œuvre de tous les accords conclus dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina font toujours partie intégrante de la perspective européenne de la Serbie et en constituent un élément fondamental et incontournable. Des progrès concrets, durables et vérifiables dans ce domaine sont indispensables pour renforcer la stabilité régionale et faire avancer la perspective européenne du pays. La normalisation doit demeurer une priorité politique absolue. L'intégration européenne ne peut aller de pair avec le concept du «monde serbe», qui vise à saper la paix et la stabilité dans la région.